

SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 12 FÉVRIER 1931

Rapport de la Commission des Colonies, chargée de l'examen du Budget du Ministère des Colonies pour l'exercice 1931 (dépenses métropolitaines).

(Voir le n° 5-XI, du Sénat.)

Présents : MM. VOLCKAERT, président ; AERBEYDT, BECKERS, le vicomte BERRYER, le comte DE KERCHOVE DE DENTERGEM, GOFFIN, HULIN, JANSSENS, Edouard, LEYNIERS, MARTENS, le baron MEYERS, SCHOTSMANS, THIENPONT ET VAN OVERBERGH, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le budget du Ministère des Colonies (dépenses métropolitaines) pour 1931 est fixé à 13,963,171 francs, en augmentation de 493,041 francs sur le budget de 1930.

La principale augmentation 364,465 francs concerne l'Administration centrale, dont le crédit passe de 7 millions 751,830 francs à 8,116,295 francs. Or, l'Administration centrale est la seule dépense du budget à la charge de la Belgique.

Les autres dépenses qui seront remboursées à la Belgique par le Trésor colonial se montent à 5,846,876 francs. On y note 87,000 francs d'augmentation pour le Musée de Tervueren (renforcement du personnel scientifique et autre); 34,000 francs pour le laboratoire de Tervueren (idem); 28,000 fr. pour l'école coloniale (péréquation des chargés de cours et nouveaux cours); 22,000 francs pour l'Agence générale de la Colonie.

A raison du déficit du budget de la Colonie, la Commission ne propose aucun amendement entraînant des dépenses nouvelles. Elle attire toutefois l'attention sur la nécessité d'augmenter, dès qu'il sera possible, certains crédits du Musée de Tervueren dont le développement normal ne peut être longtemps retardé.

I. — L'OFFICE COLONIAL ET L'IMPORTATION BELGE DANS LA COLONIE.

Une des principales missions de l'Office colonial est de développer l'importation des produits belges dans la Colonie.

Où en sommes-nous?

Si nous prenons pour base 1929, dont nous connaissons toutes les données, nous observons que sur 1,940 millions d'importations au Congo, la part de la Belgique est de 970 millions, 50 p. c. environ.

Cette proportion dépasse la part que les autres pays colonisateurs parviennent à s'attribuer dans les importations de leurs colonies.

La situation est donc satisfaisante, encore qu'il importe de faire des efforts constants pour l'améliorer.

L'examen du tableau des importations indique qu'il existe un pourcentage d'articles (de 25 p. c. environ en valeur) que la Belgique ne peut importer au Congo, soit que ces importations spéciales s'imposent par la situation géographique plus favorisée des producteurs, soit que la Belgique ne produise pas ces marchandises, soit qu'elles soient notablement plus chères chez nous que chez les concurrents étrangers.

Ainsi, le bétail qu'importe le Congo, de la Rhodésie et de l'Angola, représente 68 millions; le poisson séché de l'Angola, 31 millions; le riz de la Rhodésie et de l'Angola, 23 millions; le sel du Cap-Vert, 9 millions; les essences, huiles, graisses, 153 millions; le charbon de Rhodésie, 26 millions, etc. Au total, 450 millions.

Il ne reste donc plus que 25 p. c. à disputer aux fournisseurs étrangers.

Parmi les produits fabriqués que notre industrie pourrait écouler en quantités plus considérables, on peut mentionner les tissus de coton blanchis et écrus que nous n'exportons qu'à raison de 50 p. c. et de 58 p. c.; de même les tissus imprimés, 25 p. c.; les parfumeries, 34 p. c.; les bandages pour roues de véhicules, 27 p. c.; les machines agricoles, 21 p. c.; les hachettes et houes, 49 p. c.; les voitures automobiles, 22 p. c.; les camions automobiles et tracteurs, 32 p. c.; etc.

Certains craignent, dans un avenir prochain, un sérieux fléchissement, qui résulterait du fait de l'achèvement d'une grande partie de l'équipement de la Colonie. Sans doute, il y aura, de ce fait, un arrêt des importations de plusieurs fabricats, de rails par exemple. Mais il ne faut pas perdre de vue que la mise au point, l'entretien et l'accentuation progressive du rendement de l'équipement, amèneront

des importations nouvelles, qui tendront à compenser le déficit entrevu.

L'Administration de la Colonie, interrogée sur la question de savoir où l'on en est dans la liquidation des stocks accumulés au Congo depuis 1927, répond qu'il ne faudrait pas s'étonner si 1931 voyait déjà apparaître le besoin du réapprovisionnement économique de la Colonie.

L'Administration ajoute : « C'est, en ordre principal, la réapparition d'une situation normale dans le domaine économique mondial qui permettra la reprise du développement commercial, industriel et agricole de la Colonie et suscitera, par voie de conséquence, des besoins nouveaux dont doivent se préoccuper dès à présent, les producteurs industriels de la métropole. »

Quelles sont les mesures spéciales à envisager pour favoriser les importations des produits belges au Congo?

Les délibérations récentes de la troisième section du Conseil supérieur économique permettent d'en signaler quelques-unes :

La première est d'ordre administratif et pourrait être réalisée sans tarder : il s'agit simplement de développer la nomenclature de notre statistique commerciale en la mettant en harmonie, par exemple, avec la nomenclature du tarif douanier colonial. Les statistiques publiées jusqu'ici donnent, en effet, des indications peu précises; elles comprennent trop de rubriques générales qui englobent nombre d'articles, dont on ne peut, de ce chef, déterminer l'importance dans nos importations au Congo. Or, cette détermination peut avoir une grande importance pour nos producteurs belges dont elle guiderait l'action de pénétration dans la Colonie.

La deuxième mesure est précisément relative à l'action directe de nos industriels. Cette action directe sera facilitée le jour où l'application de la

mesure précédente relative à la statistique aura mieux mis en évidence les débouchés que le Congo offre encore à diverses branches spéciales de notre activité industrielle. Afin de stimuler l'action directe de nos nationaux, signalons l'effort considérable entrepris dans notre Colonie par diverses nations concurrentes : l'Allemagne, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie, le Japon, etc. Le Japon, par exemple, envoie des missions commerciales mandatées par d'importantes firmes industrielles japonaises. L'Italie suit la même voie, songeant même à créer des lignes de navigation directe. N'est-il pas indiqué, pour notre Office colonial, par exemple, d'attirer l'attention spéciale des divers intéressés, même individuellement, sur cette situation ?

La troisième mesure concerne l'obligation d'achat imposée par le Gouvernement aux concessionnaires de terres et de mines : obligation de s'approvisionner en Belgique jusqu'à concurrence d'un certain pourcentage de leurs besoins, pourcentage qui pourrait être majoré et porté, pour l'avenir, à 80 p. c. La même obligation pourrait être accentuée pour les sociétés dans lesquelles le Gouvernement exerce une action décisive par suite de son portefeuille.

Voilà quelques exemples des mesures qui pourraient être appliquées sans retard. Il en est d'autres et, notamment, celles qui auraient pour conséquence de développer la production des indigènes au Congo et ainsi d'augmenter leurs moyens d'achat et leurs besoins.

Achat du matériel. — La Commission a voulu savoir comment se faisaient les achats de matériel et fournitures pour le service de la Colonie.

Les achats s'effectuent partie en Belgique et partie au Congo.

En Belgique, lorsque l'importance des marchés ou achats atteint 100,000 francs, il est procédé à des adjudica-

tions publiques, les autres sont passés à la suite d'adjudications restreintes. Assurément, les firmes étrangères peuvent participer aux adjudications, mais une certaine préférence est donnée, comme de juste, aux produits d'origine belge. L'Administration achète directement à l'étranger le matériel spécial ou les produits que l'on ne trouve pas en Belgique (instruments de précision, certains produits chimiques, médicaments, sérums, vaccins).

Les achats de matériel passés par le Département des Colonies atteignent en moyenne 80 millions par an; dans ce chiffre on relève 10 p. c. de commandes directes à l'étranger, environ 8 millions; naturellement, la contribution étrangère est plus importante du fait des adjudicataires belges qui commandent une partie de leurs fournitures à l'étranger.

Au Congo, les achats doivent s'effectuer aussi par adjudications publiques ou restreintes et les étrangers sont autorisés à y participer. A une question nette, le Ministre répond : « Le Département (Bruxelles) n'est pas renseigné sur l'importance des achats effectués au Congo, ni sur l'application des instructions gouvernementales au sujet de la préférence donnée au matériel belge; au Congo, l'on ne dispose pas de moyens d'investigations efficaces à cet égard, les marchandises importées n'étant pas accompagnées de certificats d'origine ».

Il est probable que parmi les articles achetés au Congo pour les besoins de l'Administration coloniale, la proportion étrangère est plus forte que celle existant dans les achats passés en Belgique.

La Commission estime qu'en ce temps de crise surtout, la politique du Gouvernement devrait être orientée nettement vers l'extension des achats de produits belges. Elle émet en outre, le vœu de voir l'Administration d'Afrique prendre les mesures utiles pour mettre le Parlement en

état de suivre de plus près son action en faveur des produits belges.

La statistique commerciale. — Le professeur Baudhuin a rectifié les statistiques de l'exportation congolaise. Ces rectifications fortement motivées changent la balance commerciale de notre Colonie. La Commission a demandé au Gouvernement, s'il admettait en fin de compte les calculs du savant économiste, et, s'il les rejetait, de bien vouloir motiver cette attitude.

Le Gouvernement a répondu : « Les chiffres cités par M. Baudhuin sont exacts si l'on se place au point de vue exclusivement commercial. Mais les valeurs renseignées dans la statistique du commerce extérieur du Congo belge, *qui est une statistique douanière*, sont des valeurs fiscales. Les valeurs renseignées pour les produits d'exportation sont celles qui servent de base à la perception des droits de sortie; elles sont fixées par ordonnance du Gouverneur Général. Afin d'éviter toute équivoque, la statistique du commerce extérieur du Congo Belge portera, à l'avenir, une mention explicative dans ce sens. »

Il résulte notamment de cette note que la balance commerciale réelle de la Colonie doit être rectifiée. Au lieu d'être défavorable, elle devient favorable.

Par exemple, l'année 1927 au lieu de clôturer par un déficit de 441 millions, clôture par un boni de 49 millions.

Voici le tableau des quatre dernières années.

Commerce du Congo Belge en millions de francs.

(Chiffres rectifiés)

	Importations.	Exportations.	Bonis.
	—	—	—
1926	1,293	1,315	22
1927	1,496	1,545	49
1928	1,624	2,100	476
1929	1,943	2,400	457

Si l'on considère le Congo comme un province belge, la balance économique de notre pays serait améliorée d'un milliard pour 1929.

Pour mieux réaliser sa mission, l'Office colonial a établi des succursales, des musées permanents, à Anvers, à Bruges, à Liège, à Furnes, à Gembloux, à Charleroi, à Louvain, à Luxembourg et aussi à l'Université de Bruxelles et à la Salle d'audience des avocats au Palais de Justice de Bruxelles.

L'Office garde son caractère essentiellement commercial.

Ses expositions sont périodiquement renouvelées. Non seulement elles font voir les produits naturels ou fabriqués dans la Colonie, mais les échantillons des articles vendus dans la Colonie par la concurrence étrangère et leur prix de vente sur place.

Les « quinzaines coloniales » permettent à nos industriels et nos commerçants d'exposer les produits de leur fabrication pouvant intéresser le Congo : chaussures, matériel électrique, industrie du vêtement, alimentation, matériel de mines, matériel industriel, tissus, emballage, etc.

Prochainement s'ouvre à Elisabethville une exposition importante. Pour réunir une participation notable des industriels et commerçants belges, l'Office a fait un effort remarquable. Malgré la dureté des temps, plus de deux cents Belges exposent. Cette exposition d'Elisabethville a une importance particulière à raison du voisinage de la Rhodésie du Nord, où se développent d'importantes exploitations minières. Le jour où le Leokadi et les autres Compagnies de transport établiront des tarifs dégressifs et qu'on instituera le drawback, le commerce d'Elisabethville pourra prendre une grande extension.

II. — MUSÉE DU CONGO BELGE A TERVUEREN.

Le Musée de Tervueren est inscrit au Budget métropolitain pour 1,321,776 francs. Mais au Budget de la Colonie, qui rembourse cette somme, il reçoit, en outre, plus de 600,000 fr.

Ces crédits sont inférieurs à ceux qui sont attribués aux établissements scientifiques similaires de la Métropole.

C'est avec ces crédits relativement modestes que le Musée colonial remplit sa triple mission : instruire le grand public et le monde des écoles, conserver et mettre en relief la valeur scientifique des documents accumulés, être considéré par l'étranger comme le centre des études congolaises.

Cette triple mission, le Musée la réalise avec un succès croissant.

Chaque année, le nombre des visiteurs grandit : une moyenne de 150,000, sans compter les élèves de sept à huit cents écoles.

Au point de vue scientifique, les résultats acquis sont remarquables, d'autant plus que le Musée ne date que de 1910. Les collections ont une valeur inestimable, notamment en matière ethnographique, zoologique, géologique et botanique. L'organisation de ces trésors, leur classement, leur présentation, font honneur au personnel. Les publications sont appréciées.

Ces collections magnifiques font du Musée de Tervueren un centre unique pour l'étude de l'Afrique du milieu. Elles représentent, dès à présent, le plus bel effort réalisé en n'importe quel pays, en vue de l'étude scientifique d'une colonie.

Il est d'intérêt national de faire progresser cette superbe institution.

L'enrichissement du Musée se réalise par des dons, par des achats, par des récoltes directes au Congo et spécialement par des missions scientifiques.

Or, les crédits actuels ne permettent pas toujours de faire les achats utiles,

parfois indispensables; même pénurie pour les missions scientifiques. Ce dernier point est d'autant plus important que diverses missions étrangères sont à l'œuvre dans notre Colonie d'une façon permanente; nous devons avoir à cœur de ne pas nous laisser enlever les pièces les plus précieuses. L'appui donné avec raison, par l'Etat au Parc Albert, organisme de préservation de la faune et de la flore, ne devrait-il pas se compléter par un effort de même ordre, pour l'exploration scientifique du Congo, au bénéfice du Musée officiel de la Colonie?

Les crédits alloués sous la rubrique « Dépenses diverses, y compris les subsides » ne s'élèvent qu'à 590,000 fr., à peine le double des crédits de 1920. Avant-guerre, du reste, les crédits, compte tenu du franc-or, étaient autrement importants. Or, de cette somme, un cinquième est englouti par le chauffage et l'éclairage. Le reste est censé suffire pour assurer la marche des nombreux services qui, au fond, représentent plusieurs musées, réunis en une seule institution. On comprend pourquoi l'achat d'une collection précieuse qui se présente à l'improviste devient presque impossible. Il devient même difficile, aux prix actuels, d'assurer l'enrichissement normal de la Bibliothèque, un des organes essentiels du centre scientifique que doit rester notre Musée de Tervueren.

La Commission reconnaît que la situation du budget général de la Colonie clôturant en déficit, exige pour 1931, toutes les compressions possibles. Elle émet cependant le vœu que, dès que le Trésor colonial le permettra, un tour de faveur soit accordé au Musée colonial, la gloire scientifique de la Colonie et une des gloires de la Belgique scientifique.

Dès que le Trésor le permettra, il faudra aussi s'occuper du problème de l'extension des locaux.

La section de zoologie, qui possède plus de 20,000 oiseaux, 10,000 mam-

mifères, 25,000 poissons, reptiles, batraciens, et plus d'un million d'invertébrés, où veut-on qu'elle trouve la place nécessaire pour les loger? De même, la section d'ethnographie avec ses 30,000 pièces?

Il importe donc de prévoir une extension des locaux réservés aux matériaux d'étude. Cette extension permettra de mettre en valeur nos richesses, de leur donner l'espace et la disposition, d'assurer au personnel les conditions d'hygiène qui conviennent, de répondre enfin à la conception rationnelle des laboratoires d'étude.

Mais nous estimons que cette extension de locaux ne devrait nuire en rien à la possibilité de réaliser un jour l'ensemble monumental conçu par Léopold II.

III. — LES PRINCIPAUX ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT.

Le Ministre des Colonies pourvoit aux besoins de trois grands établissements spéciaux qui forment diverses catégories du personnel colonial : l'Université coloniale, l'Ecole coloniale et l'Ecole de médecine tropicale.

1. *L'Université coloniale.* — La Commission a demandé quel était le coût d'un élève de l'Université coloniale d'Anvers.

RÉPONSE : Il n'est pas possible de fixer de façon adéquate le coût d'un élève de l'Université coloniale. Le programme de l'Université comporte trois années d'études, séparées par une année de service militaire. En divisant le montant des dépenses de l'Université, pour l'année académique 1929-1930, par 57, chiffre des élèves qui ont suivi les cours, on obtient la somme de 24,469 francs, coût moyen d'un élève pour une année.

Cette dépense est couverte pour les deux tiers environ par les revenus du portefeuille du Fonds Hoover (10 millions) et par les recettes provenant des élèves (prix de la pension). Le Département supporte le reste.

Il n'est pas tenu compte dans cette évaluation de l'amortissement des sommes consacrées à la construction de l'Université coloniale, à charge du Ministère des Colonies.

La Commission demanda ensuite quel était le nombre d'élèves de l'Université coloniale en 1926, 1927, 1928, 1929, 1930.

Elle obtint les renseignements suivants :

Année 1926-1927 : 1^{re} année, 20 élèves; 2^e année, 13; 3^e année, 25. — Total 58;

Année 1927-1928 : 1^{re} année, 15 élèves; 2^e année, 13 élèves; 3^e année 9 élèves. — Total 37;

Année 1928-1929 : 1^{re} année, 20 élèves; 2^e année 16 élèves; 3^e année, 10 élèves. — Total 46;

Année 1929-1930 : 1^{re} année 20 élèves; 2^e année, 19 élèves; 3^e année, 18 élèves. — Total 57.

Les élèves sortis de l'Université (98) et actuellement au service de la Colonie, sont au nombre de 83.

Ce chiffre se décompose ainsi :

6 administrateurs territoriaux principaux;

36 administrateurs territoriaux de 1^{re} classe;

41 administrateurs territoriaux de 2^e classe.

2. *L'École coloniale.* — Cette école de Bruxelles reçoit au total du Budget de la Colonie 372,039 francs.

A la question de la Commission sur le coût moyen d'un élève, le Gouvernement a répondu : Le calcul porte sur les dépenses de l'année académique 1929-1930, comprenant deux sessions. Les dépenses de l'École pour cet exercice y compris les indemnités de résidence données aux élèves, se répartissent sur 336 élèves ayant réussi l'examen de sortie. Coût moyen : 2,675 francs.

Cette école, réorganisée en 1928, a vu ses cours complétés par un arrêté

royal du 21 octobre 1930. Ce même arrêté institue un Conseil de perfectionnement chargé de proposer au Ministre toutes les modifications qu'il juge utile d'apporter aux programmes horaires, règlements et dispositions qui régissent les études et les examens, ainsi que les mesures propres à améliorer l'enseignement donné à l'École.

L'activité de l'école se traduit par les chiffres suivants :

Année académique 1929-1930 :

Section supérieure, première session, 84 candidats ont terminé la session; 61 agents en activité de service ont été autorisés à se présenter à l'examen d'admission, 34 ont satisfait; sur ces 34 candidats admis, 31 ont satisfait à l'épreuve de sortie.

Section inférieure, première session : 93 candidats ont terminé la session.

A la section supérieure comme à la section inférieure, la grande affluence des élèves a exigé le dédoublement des cours; il en a été de même pour la deuxième session dont voici les résultats : section supérieure, 53 candidats ont terminé la session; 40 agents en activité se sont présentés à l'examen, 28 admis; sur ces 28, 20 ont satisfait à l'épreuve de sortie. Section inférieure: 141 candidats ont terminé la session.

En 1930-1931, la première session a donné : pour la section supérieure, 72, pour la section inférieure, 87.

Afin de se rendre compte des catégories d'élèves qui suivent ces cours, en ces derniers temps, la Commission a demandé leur qualité.

Prenons, à titre d'exemple, la première session de 1929-1930 :

Section supérieure : 14 candidats magistrats; 1 conseiller juridique; 29 administrateurs dont 21 agents territoriaux en activité de service; 2 agents territoriaux de première classe; 14 officiers de la force publique; 2 candidats inspecteurs de l'industrie et du commerce; 1 commissaire de police; 11 chefs de bureaux des secrétariats dont 7 commis-chefs en acti-

tivité de service; 8 chefs de bureau des finances dont 4 commis-chefs en activité de service; 1 candidat percepteur de première classe, en activité de service; 1 vérificateur des douanes, en activité de service.

Section inférieure : 50 candidats agents territoriaux; 13 candidats à la force publique; 12 commis des secrétariats; 1 sous-chef de bureau des finances; 8 commis des finances; 9 sous-commissaires de police.

3. *L'École de médecine tropicale.* — Crédit inchangé pour 1931 : 350,510 francs. Mais, une somme de 7 millions a été portée au budget extraordinaire de la Colonie en 1930 à l'effet notamment de couvrir les frais de transfert à Anvers de l'École, qui se trouve encore aujourd'hui au parc Duden à Bruxelles.

Son transfert à Anvers se fera dans les deux ans : délai jugé nécessaire pour la mise en état des nouvelles installations.

Dès que l'École occupera ses locaux d'Anvers, il sera possible de dédoubler les cours de la section inférieure en cours français et en cours flamand.

La principale raison qui a déterminé le Gouvernement à transférer cette École à Anvers, c'est le port qui offre un champ d'expériences plus vaste que Bruxelles. Anvers, dit-on, est le lieu d'arrivée de presque tous les malades atteints d'affections contractées aux tropiques; mieux qu'ailleurs, les futurs médecins coloniaux pourront trouver à Anvers le moyen de s'instruire sur les causes et le traitement des maladies qu'ils auront à traiter.

Dans la plupart des pays à colonies, les ports sont le siège des grands instituts de médecine tropicale : Londres, Hambourg, Marseille, Lisbonne.

Le programme actuel de l'École comprend deux sessions par an, de quatre mois chacune.

Chaque session comprend deux

sections : le cours inférieur pour les élèves qui n'ont pas le diplôme de docteur en médecine, le cours supérieur, pour les médecins.

En dehors de ces cours, l'École fait subir aux médecins et auxiliaires qui ont fait deux termes en Afrique un examen de maturité, qui porte sur les matières enseignées dans le cours supérieur et sur un travail personnel; la réussite de cet examen ouvre aux récipiendaires l'admission aux grades supérieurs.

A la section supérieure, ont été admis depuis quatre ans : 1927, 1928, 1929, 1930 : première session : 27, 23, 25, 34; deuxième session : 15, 21, 17, 16.

A la section inférieure : première session : 52, 44, 57, 55; deuxième session : 45, 38, 20, 22.

Quand on examine la haute mission de l'École et le rôle du service médical dans la Colonie, on est frappé de la disproportion entre le but et les moyens.

Les locaux, le personnel de laboratoire, le matériel, les animaux d'expérience, les crédits, tout est insuffisant.

C'est pourquoi, entre autres, les médecins en congé ne peuvent fréquenter avec fruit les laboratoires de l'école pour y poursuivre ou y entamer des études.

On assure qu'à Anvers on trouvera tout ce qu'il faut.

Plusieurs membres de la Commission font des réserves sur le fonds de la réforme de l'École de médecine tropicale; ils ne sont pas partisans de confier cet établissement à une Société sans but lucratif; ils pensent comme M. Renkin le déc'ara à la Chambre, que la charge des services d'hygiène de la Colonie est un attribut de la Souveraineté et que le Gouvernement doit

garder sur ces services une autorité décisive. Or, l'influence de l'État dans le Conseil d'administration de cette Société ne dépassera pas celle de la Ville d'Anvers et sera inférieure à celle de chacune de nos quatre Universités.

Si l'on veut se faire une idée approximative des institutions qui s'occupent de la formation du personnel colonial de toutes catégories, il faut ajouter aux trois établissements mentionnés ci-dessus, toute la foule des universités, des séminaires, des écoles professionnelles et autres dont le programme comporte un diplôme, une section ou un cours se rapportant aux études coloniales.

Une mosaïque.

Quelle différence avec l'idée grandiose de Léopold II qui voulait, pour tous les élèves sortant des établissements spéciaux, un sérieux achèvement colonial, théorique et pratique, à l'École mondiale de Tervueren. On se rappellera que la mort prématurée du Roi empêcha la réalisation de cette idée féconde. Seules subsistent, ruines imposantes, les fondations du monument.

* * *

La Commission adopte ce rapport à l'unanimité.

Elle propose le vote du budget métropolitain par 11 voix contre 4.

Le Président,
V. VOLCKAERT.

Le Rapporteur,
CYR. VAN OVERBERGH.

BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 12 FEBRUARI 1931

Verslag uit naam der Commissie van Koloniën belast met het onderzoek van de Begrooting van het Ministerie van Koloniën voor het dientsjaar 1931 (Uitgaven van het Moederland).

(Zie n^o 5-XI, van den Senaat.)

Aanwezig : De heeren VOLCKAERT, voorzitter ; AERBEYDT, BECKERS, burggraaf BERRYER, graaf DE KERCHOVE DE DENTERGHEM, GOFFIN, HULIN, JANSSENS (Ed.), LEYNIERS, MARTENS, baron MEYERS, SCHOTSMANS, THIENPONT en VAN OVERBERGH, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Begrooting van het Ministerie van Koloniën (uitgaven van het Moederland) voor 1931, bedraagt 13 miljoen 963,171 frank, dus 493,041 frank meer dan in 1930.

De voornaamste verhooging, met 364,455 frank, slaat op het Hoofdbestuur, waarvan het krediet stijgt van 7,751,830 frank op 8,116,295 fr. Het Hoofdbestuur is de eenige uitgave van de begrooting ten laste van België.

De overige uitgaven, die aan België worden terugbetaald door de Koloniale Schatkist, bedragen 5,846,876 frank. Daarvan merken wij aan 87,000 frank verhooging voor het Koloniaal Museum te Tervuren (vermeerdering van het wetenschappelijk en overig personeel); 34,000 frank voor het Laboratorium te Tervuren (idem); 28,000 frank voor de Koloniale School (aanpassing van de wedden der docenten en nieuwe lessen); 22,000 frank voor het Algemeen Agentschap van de Kolonie.

Wegens het tekort op de Begrooting

der Kolonie, stelt de Commissie geen enkel amendement voor dat nieuwe uitgaven na zich zou slepen. Zij roept evenwel de aandacht op de noodzakelijkheid, zoo spoedig mogelijk, zekere kredieten voor het Museum te Tervuren te verhoogen, waarvan de normale uitbreiding niet langer mag worden gestremd.

I. — HET KOLONIAAL AMBT EN DE BELGISCHE INVOER IN DE KOLONIE.

Een der voornaamste opdrachten van het Koloniaal Ambt is de bevordering van den invoer van Belgische producten in de Kolonie.

Hoever staan wij ?

Nemen wij voor basis 1929, waarvan ons al de gegevens bekend zijn, dan zien wij dat op 1,940 miljoen frank invoer naar Congo, het aandeel van België 970 miljoen, zegge ongeveer 50 t. h., bedraagt.

Deze verhouding overschrijdt het aandeel dat de overige koloniseerende landen zich toekennen in den invoer in hunne koloniën.

De toestand is dus bevredigend doch bestendige pogingen zijn noodig om hem te verbeteren.

Uit de tabel van den invoer blijkt dat er een procent artikelen is (ongeveer 25 t. h. in waarde) die België niet naar Congo kan invoeren, hetzij dat deze bijzondere invoer opgelegd wordt door aardrijkskundig meer begunstigde producenten, hetzij dat België deze waren niet voortbrengt, hetzij dat zij bij ons aanzienlijk duurder zijn dan bij onze buitenlandsche concurrenten.

Aldus, het vee dat Congo invoert uit Rhodesië en Angola, vertegenwoordigt 68 millioen; gedroogde visch uit Angola, 31 millioen; rijst uit Rhodesië en Angola, 23 millioen; zout uit Capoverde, 9 millioen; benzine, olie, vet, 153 millioen; steenkolen uit Rhodesië, 26 millioen, enz. Totaal 450 millioen.

Er blijft dus nog 25 t. h. te verdeelen over de vreemde leveranciers.

Onder de vervaardigde producten die onze nijverheid in grootere hoeveelheden zou kunnen afzetten, kan men de katoenen stoffen, gebleekte en ongebleekte, vermelden waarvan wij slechts 50 en 58 t. h. uitvoeren; eveneens de gedrukte stoffen, 25 t. h.; reukwerk, 34 t. h.; rijtuigbanden, 27 t. h.; landbouwmachines, 21 t. h.; bijlen en harken, 49 t. h.; automobielen 22 t. h.; lorries en tractors, 32 t. h.; enz.

Sommigen vreezen, in een naaste toekomst, een ernstige inzinking, te wijten aan de gedeeltelijke voltooiing van de uitrusting der Kolonie. Gewis zal er uit dien hoofde een stilstand in den invoer van verschillende fabricaten, als spoorstaven bij voorbeeld, waar te nemen zijn. Doch men mag niet uit het oog verliezen dat de aanpassing, het onderhoud en de geleidelijke verscherping van de rendende dezer uitrusting nieuwen invoer zal medebrengen, die het voorziene tekort zal kunnen aanvullen.

Ondervraagd over de zaak te weten

hoever het staat met de opruiming van de sedert 1927 in Congo opgehoopte voorraden, heeft het Bestuur der Kolonie geantwoord dat men er zich niet hoeft over te verbazen zoo, in 1931, de noodwendigheid van de economische bevoorrading van de Kolonie opnieuw te voorschijn trad.

Het Bestuur voegt daarbij: « Hoofdzakelijk is het de hervatting van een normalen toestand op het gebied der wereldeconomie die de herneming van de uitbreiding van den handel, de nijverheid en den landbouw in de Kolonie bevorderen zal en, als gevolg daarvan, nieuwe behoeften zal doen ontstaan waarmede van stonden aan, de producenten der moederlandsche industrie moeten begaan zijn. »

Welke bijzondere maatregelen moeten worden overwogen om den invoer van Belgische producten in Congo te bevorderen?

De jongste beraadslagingen van de derde afdeeling van den Hoogen Economischen Raad hebben er enkele aangegeven:

De eerste is van administratieven aard en kan onverwijld worden toegepast: het geldt enkel de uitbreiding van de nomenclatuur onzer handelsstatistiek, met haar bij voorbeeld in eenklank te brengen met de nomenclatuur van het koloniaal toltarief. De statistieken tot nog toe uitgegeven beheizen inderdaad weinig nauwkeurige gegevens; zij bevatten al te veel algemeene rubrieken die tal van artikelen omvatten waarvan men uit dien hoofde het belang van onzen invoer naar Congo niet kan bepalen. Deze bepaling kan echter van groot belang zijn voor onze Belgische producenten dien zij tot richtsnoer voor hunnen invoer in Congo zou kunnen dienen.

De tweede maatregel is juist in verband met de rechtstreeksche actie onzer industrieelen. Deze rechtstreeksche actie zal worden in de hand gewerkt den dag waarop de toepassing van den vorigen maatregel met betrek-

king tot de statistiek, beter het afzetgebied in Congo voor verschillende onzer nijverheidstakken zal hebben doen uitschijnen. Om de rechtstreekse actie onzer landgenooten aan te vuren, wijzen wij op hetgeen in onze Kolonie door verschillende concurrerende naties wordt ondernomen: Duitsland, Italië, Tsjecho-Slowakije, Japan, enz. Japan, bij voorbeeld, vaardigt belangrijke handelszendingen af, in opdracht van groote Japaansche industriele firmas. Italië gaat denzelfden weg op en overweegt zelfs de oprichting van rechtstreeksche scheepvaartlijnen. Ligt het bij voorbeeld voor ons Koloniaal Ambt niet voor de hand, de aandacht van de belanghebbenden, zelfs persoonlijk, op dezen toestand te roepen?

De derde maatregel betreft den verplichten aankoop door de Regeering opgelegd aan de concessiehouders van gronden en mijnen: verplichting zich te voorzien in België tot beloop van een zeker procent van hunne behoeften, procent dat kon worden gewijzigd en, voor de toekomst, op 80 t. h. gebracht. Dezelfde verplichting kon worden verscherpt voor de vennootschappen waarin de Regeering, uit hoofde van haar portefeuille, overwegenden invloed heeft.

Ziedaar enkele voorbeelden van maatregelen die onverwijld konden worden toegepast. Er zijn er nog andere en, onder meer, die welke de productie bij de inboorlingen in Congo zouden bevorderen, en aldus hunne koopkracht en behoeften verhoogen.

Aankoop van materiëel. — De Commissie heeft willen weten hoe de aankoop geschiedde van het materiëel en de leveringen voor den dienst der Kolonie.

De aankopen geschieden gedeeltelijk in België en gedeeltelijk in Congo.

In België, wanneer het bedrag 100,000

frank bereikt, wordt overgegaan tot openbare aanbestedingen, de overige aankopen maken het voorwerp uit van beperkte aanbestedingen. Gewis kunnen vreemde firmas deelnemen aan de aanbestedingen, doch een zekere voorkeur wordt terecht gegeven aan de producenten van Belgischen oorsprong. Het Bestuur koopt rechtstreeks in het buitenland het bijzonder materieel of de producten die men niet bij ons vindt (nauwkeurighedsinstrumenten, sommige scheikundige producten, medicamenten, serums, entstoffen).

De aankopen van materieel door het Departement van Koloniën gedaan bedragen gemiddeld 80 millioen per jaar; in dit cijfer vindt men 10 t. h. rechtstreeksche bestellingen in het buitenland, ongeveer 8 millioen; natuurlijk is het buitenlandsch aandeel veel hooger wegens het feit dat de Belgische inschrijvers een deel van hunne leveringen in het buitenland bestellen.

In Congo worden de aankopen gedaan door middel van openbare of beperkte aanbestedingen en daaraan kunnen de vreemdelingen deelnemen. Op een duidelijke vraag, antwoordde de Minister: « Het Departement (Brussel) wordt niet ingelicht over den omvang van de aankopen in Congo, noch over de toepassing van de gouvernementeele onderrichtingen betreffende de voorkeur te geven aan Belgisch materiëel; in Congo beschikt men niet over doelmatige middelen tot navorsching, daar de ingevoerde waren niet vergezeld gaan van bewijzen van herkomst ».

Het is waarschijnlijk dat onder de in Congo voor de behoeften van het Koloniaal Bestuur aangekochte artikelen, de buitenlandsche verhouding veel hooger is dan voor de aankopen in België gedaan.

De Commissie acht dat in dezen crisistijd vooral, de politiek van de Regeering duidelijk moet gericht zijn op den grooteren aankoop van Bel-

gische producten. Zij drukt bovendien den wensch uit dat het Bestuur in Afrika, de noodige maatregelen zou treffen om het Parlement van dichterbij zijne actie ten gunste van de Belgische produkten te laten volgen.

De handelsstatistiek. — Professor Bauduin heeft de statistieken van den Congoleeschen uitvoer verbeterd. Deze scherp gemotiveerde verbeteringen wijzigen de handelsbalans van onze Kolonie. Ook heeft de Commissie aan de Regeering gevraagd of zij ten slotte de berekeningen van den geleerden econoomist bijtrad, en, indien zij ze verwierp, te zeggen waarom.

De Regeering heeft het volgende geantwoord : « De cijfers aangehaald door den heer Bauduin zijn juist, indien men zich uitsluitend op handelsgebied plaatst. Maar de waarden vermeld in de statistiek van den buitenlandschen handel van Congo, *die eene tolstatistiek is*, zijn fiscale waarden. De waarden, opgegeven voor de uitvoerproducten, zijn die welke tot grondslag dienen voor de heffing der uitvoerrechten; zij worden bepaald bij ordonnantie van den Gouverneur-Generaal. Ten einde alle misverstand te vermijden, zal de statistiek van den buitenlandschen handel van Congo in de toekomst een verklaring in dezen zin behelzen. »

Uit deze nota blijkt dat de werkelijke handelsbalans van de Kolonie dient verbeterd. Insteede van ongunstig te zijn wordt zij gunstig.

Bij voorbeeld het jaar 1927, insteede van te sluiten met een tekort van 441 miljoen, sluit met een boni van 49 miljoen.

Ziehier de tabel over de vier laatste jaren :

Handel van Belgisch Congo in miljoenen franks.

Invoer.	Uitvoer.	Bonis.
—	—	—
1926	1,293	1,315
		22

1927	1,496	1,545	49
1928	1,624	2,100	476
1929	1,943	2,400	457

Indien men Congo als eene Belgische provincie beschouwt, dan zou de economische balans voor ons land verbeterd worden met 1 milliard voor 1929.

Om beter zijn opdracht te vervullen heeft het Koloniaal Ambt filialen opgericht en bestendige Musea te Brugge, Antwerpen, Luik, Veurne, Gembloers, Charleroi, Leuven, Luxemburg en ook in de universiteit te Brussel en in de zaal van de advocaten in het Justitiepaleis te Brussel.

Het Ambt behoudt zijn essentieel commercieelen aard.

Zijn tentoonstellingen worden periodiek hernieuwd. Niet alleen stellen zij de natuurlijke of vervaardigde produkten van de Kolonie ten toon, maar ook de stalen van de artikelen in de Kolonie verkocht door de buitenlandsche mededinging en hunne verkoopprijzen ter plaatse.

In de koloniale « quinzaines » kunnen onze nijveraars en handelaars de produkten van hunne fabricage tentoonstellen die voor Congo van belang kunnen zijn : schoeisel, electrisch materiëel, kleedingnijverheid, voeding, mijnmateriëel, industrieel materiëel, weefsels, verpakking, enz.

Eerlang zal er te Elisabethville een belangrijke tentoonstelling geopend worden. Ten einde een aanzienlijke deelneming van de Belgische nijveraars en handelaars te bekomen, heeft het ambt een bewonderenswaardige poging gedaan. Ondanks de slechte tijden stellen meer dan 200 Belgen hunne produkten ten toon. Deze tentoonstelling van Elisabethville is van bijzonder belang wegens de nabijheid van Noord-Rhodesië waar belangrijke mijnexploitaties tot stand komen. Wanneer de Leokadi en de andere vervoermaatschappijen dalende tarieven zullen toepassen, en het drawback zal

worden ingevoerd, zal de handel van Elisabethville groote uitbreiding kunnen nemen.

II. — MUSEUM VAN BELGISCH CONGO TE TERVUREN.

Het Museum van Tervuren staat op de begroting van het Moederland geboekt voor een bedrag van 1,321,776 frank. Maar op de begroting van de Kolonie, die deze som terugbetaalt, ontvangt het Museum bovendien meer dan 600,000 frank.

Deze kredieten zijn lager dan die welke worden toegekend aan de soortgelijke wetenschappelijke inrichtingen van het Moederland.

Het is met deze betrekkelijk lage kredieten dat het Kolonial Museum een drievoudige opdracht vervult : het groote publiek en de schoolbevolking onderwijzen, de wetenschappelijke waarde der samengebrachte documenten bewaren en doen uitschijnen door het buitenland worden beschouwd als het centrum der Congoleesche studiën.

Het Museum kwijt zich van deze driedubbele opdracht met een steeds stijgenden bijval.

Ieder jaar neemt het aantal bezoekers toe : gemiddeld 150,000, ongerekend de leerlingen van 7 tot 800 scholen.

Op wetenschappelijk gebied zijn de bekomen uitslagen merkwaardig, temeer daar het Museum slechts van 1910 dagteekent. De verzamelingen hebben een onschatbare waarde vooral op het gebied van ethnographie, zoologie, geologie en botanica. De organisatie van deze schatten, hunne classeering, hunne voorstelling, streken tot eer aan het personeel. De publicaties worden zeer gewaarderd.

Deze merkwaardige verzamelingen maken van het Museum van Tervuren een enig centrum voor de studie van Midden-Afrika. Zij vertegenwoordigen van stonden aan de prachtigste krachtsinspanning die in eenig land werd

verwezenlijkt, met het oog op de wetenschappelijke studie van een Kolonie.

Het is van nationaal belang deze prachtige instelling te doen bloeien.

De verrijking van het Museum geschiedt door giften, inkoopen, rechtstreeksche inzamelingen in Congo en bijzonder door wetenschappelijke zendingen.

Welnu de huidige kredieten laten niet altijd toe de nuttige en soms onontbeerlijke aankopen te doen; zelfde gebrek voor de wetenschappelijke zendingen. Dit laatste punt is des te belangrijker daar verschillende vreemde zendingen in onze Kolonie bestendig aan het werk zijn; wij mogen ons de kostbaarste stukken niet laten ontnemen. Zou de steun door den Staat terecht verleend aan het Albertpark, instelling voor behoud van dieren en planten, niet dienen aangevuld door een zelfde inspanning voor de wetenschappelijke exploratie van Congo ten bate van het officieel Museum der Kolonie?

De kredieten toegekend onder de rubriek « verschillende uitgaven met inbegrip der toelagen » bedragen slechts 590,000 frank, amper het dubbel der kredieten van 1920. Vóór den oorlog trouwens waren de kredieten, rekening gehouden met den goudfrank, heel wat belangrijker. Welnu van dit bedrag wordt één vijfde opgeslorpt door de verwarming en de verlichting. Het overschot wordt geacht te volstaan om den gang te verzekeren van de talrijke diensten die, in den grond, verschillende Musea vertegenwoordigen in één enkele instelling verzameld. Men begrijpt waarom het aankopen van een kostbare verzameling, waartoe de gelegenheid zich onverwacht voordoet, bijna onmogelijk wordt. Het wordt zelfs moeilijk, gelet op de huidige prijzen, de normale verrijking te verzekeren van de Bibliotheek, een der essentiele organen van het wetenschappelijk centrum dat ons Museum van Tervuren moet blijven.

De Commissie geeft toe dat de toestand van de algemeene begroting der Kolonie, die met een tekort sluit, voor 1931 al de mogelijke bezuinigingen eischt. Zij drukt nochtans den wensch uit dat, zoodra de Koloniale Schatkist het zal toelaten, een gunstbeurt zou worden verleend aan het Koloniaal Museum, den wetenschappelijken roem van de Kolonie en een der paaren van de Belgische wetenschap.

Zoodra de toestand der Koloniale Schatkist het toelaat, zal men zich eveneens moeten bezig houden met het vraagstuk van de uitbreiding der lokalen.

De afdeeling van dierkunde, die meer dan 20,000 vogels bezit, 10,000 zoogdieren, 25,000 visschen, kruipdieren, tweeslachtigen, en meer dan een millioen werveloozen, waar wil men dat zij daartoe de noodige plaats vindt? Hetzelfde geldt voor de afdeeling van ethnografie met haar 30,000 stukken.

Het past dus een uitbreiding te voorzien van de lokalen voor het studiemateriaal bestemd. Deze uitbreiding zal toelaten onze rijkdommen te doen uitschijnen, hun ruimte en schikking te bezorgen, aan het personeel de gewenschte hygiënische voorwaarden te verzekeren en ten slotte te beantwoorden aan de rationeele opvatting van studielaboratoria.

Wij oordeelen evenwel, dat deze uitbreiding van lokalen in niets de mogelijke verwezenlijking zou mogen schaden van het monumentaal geheel door Leopold II opgevat.

III. — DE VOORNAAMSTE ONDERWIJS- INRICHTINGEN.

De Minister van Koloniën voorziet in de behoeften van de drie groote bijzondere inrichtingen die verschillende categorieën van het koloniaal personeel uitmaken : de Koloniale Hoogeschool, de Koloniale School en de School voor tropische geneeskunde.

1. *De Koloniale Hoogeschool.* — De Commissie heeft gevraagd hoeveel

een leerling van de Koloniale Hoogeschool te Antwerpen kost.

Antwoord : « Het is niet mogelijk juist te bepalen wat een leerling van de Koloniale Hoogeschool kost. Het programma van de Hoogeschool omvat drie studiejaren, door een jaar militairen dienstdienst gescheiden. Wanneer men het bedrag der uitgaven van de Hoogeschool voor het academisch jaar 1929-1930 deelt voor 57, aantal leerlingen die de cursussen hebben gevolgd, dan komt men tot de som van 24,469 frank, gemiddelden kostenden prijs van een leerling voor een jaar.

Deze uitgave wordt gedekt voor de twee derden ongeveer door de inkomsten van de portefeuille van het Hoover-Fonds (10 millioen) en door de ontvangsten die van de leerlingen komen (prijs van het pensioen). Het Departement draagt het overige.

In deze raming wordt geen rekening gehouden met de aflossing der sommen besteed aan den bouw van de Koloniale Hoogeschool, ten laste van het Ministerie van Koloniën.

De Commissie vroeg verder naar het aantal leerlingen der Koloniale Hoogeschool in 1926, 1927, 1928, 1929 en 1930.

Zij kreeg de volgende inlichtingen :

Schooljaar 1926-1927 : 1^{ste} jaar, 20 leerlingen; 2^e jaar, 13; 3^e jaar, 25; Totaal : 58.

Schooljaar 1927-1928 : 1^{ste} jaar, 15 leerlingen; 2^e jaar, 13; 3^e jaar, 9; Totaal : 37.

Schooljaar 1928-1929 : 1^{ste} jaar, 20 leerlingen; 2^e jaar, 16; 3^e jaar, 10; Totaal : 46.

Schooljaar 1929-1930 : 1^{ste} jaar, 20 leerlingen; 2^e jaar, 19; 3^e jaar, 18; Totaal : 57.

Het aantal leerlingen komende uit de Hoogeschool (98) en thans in dienst van de Kolonie is 83.

Dit aantal wordt als volgt onderverdeeld :

6 eerstaanwezende territoriaal administrateurs;

36 territoriaal administrateurs 1^{ste} klasse;

41 territoriaal administrateurs 2^e kl.

2. *Koloniale School.* — Deze school te Brussel ontvangt in totaal op de Begrooting van de Kolonie 372,039 fr.

Op de vraag van de Commissie wat een leerling gemiddeld kost, antwoordt de Regeering : « De rekening loopt over het schooljaar 1929-1930, dat twee zittingen telt. De uitgaven der School voor dit schooljaar met inbegrip van de verblijfsvergoedingen aan de leerlingen verleend, verdeelen zich over 336 leerlingen die in het uitgangsexamen zijn geslaagd. Gemiddelde kostende prijs : 2,675 frank. »

Deze school, in 1928 heringericht, zag haar lessen aangevuld door een Koninklijk besluit van 21 October 1930. Dit besluit richt een Verbeteringsraad in, belast met aan den Minister al de wijzigingen voor te stellen die hij nuttig acht aan de programma's en uurroosters, reglementen en bepalingen toe te brengen, die de studiën en de examens regelen, alsook de maatregelen geschikt om het onderwijs van de School te verbeteren.

De bedrijvigheid van de school is in volgende cijfers uitgedrukt :

Academisch jaar 1929-1930 :

Hoogere afdeeling, eerste zitting, 84 kandidaten hebben den zittijd geëindigd; 61 agenten in actieven dienst kregen toelating zich bij het toelatingsexamen aan te melden; 34 slaagden; op deze 34 aanvaarde kandidaten slaagden 31 in het eindexamen.

Lagere afdeeling, eerste zitting : 93 kandidaten eindigden den zittijd.

In de hoogere zoowel als in de lagere afdeeling moesten de leergangen wegens den grooten toevloed van leerlingen ontduddeld worden; hetzelfde gold voor den tweeden zittijd, waarvan de uitslagen luiden : hoogere afdeeling, 53 kandidaten eindigen den zittijd; 40 agenten in actieven dienst melden zich voor het examen aan, 28 slagen;

op deze 28 slagen 20 in het eindexamen. Lagere afdeeling, 141 kandidaten eindigen den zittijd.

In 1930-1931 gaf de eerste zittijd, voor de hoogere afdeeling 72, voor de lagere 87.

Om na te gaan welke categorieën van leerlingen deze leergangen volgen in den laatsten tijd, heeft de Commissie naar hun hoedanigheid gevraagd.

Bij wijze van voorbeeld nemen wij den eersten zittijd van 1929-1930 :

Hoogere afdeeling : 14 kandidaten magistraten, 1 juridisch raadsheer; 29 administrateurs onder wie 21 territoriale agenten in actieven dienst; 2 territoriale agenten eerste klasse; 14 officieren van de landmacht; 2 kandidaten nijverheids- en handelstoezichters; 1 politiecommissaris; 11 bureeloversten van de secretariaten, onder wie 7 hoofdklerken in actieven dienst; 8 bureeloversten van financiën onder wie 4 hoofdklerken in actieven dienst; 1 kandidaat ontvanger eerste klasse, in actieven dienst; 1 tolnaziener, in actieven dienst.

Lagere afdeeling : 50 kandidaten territoriale agenten, 13 kandidaten voor de landmacht; 12 secretariaatsklerken, 1 onderbureeloverste van financiën; 8 klerken van financiën; 9 politie-ondercommissarissen.

3. *De School voor tropische geneeskunde.* — Ongewijzigd krediet voor 1931 : 350,510 frank. Doch in 1930 is op de buitengewone begrooting van de Kolonie een som van 7 miljoen ingeschreven, namelijk tot het dekken van de kosten voor het overbrengen naar Antwerpen van de School die zich tegenwoordig nog in het Dudenpark te Brussel bevindt.

Zij zal over twee jaar naar Antwerpen worden overgebracht : deze termijn wordt noodig geacht om de nieuwe installaties in orde te brengen.

Zoohaast de School haar lokalen te Antwerpen zal betrekken, zal het mogelijk zijn de leergangen van de lagere afdeeling te ontduddelen in

een Franschen en een Vlaamschen leergang.

Hoofdzakelijk heeft de Regeering besloten deze School naar Antwerpen over te brengen wegens de haven, die een ruimer proefveld biedt dan Brussel. Te Antwerpen, zegt men, komen nagenoeg alle zieken aan die aangetast zijn door kwalen in de aangetast zijn door kwalen in de zulleu de aanstaande koloniale geneesheeren te Antwerpen gelegenheid krijgen om de oorzaken en de behandeling der ziekten, die zij zullen te behandelen krijgen, te bestudeeren.

In de meeste landen met koloniën zijn de havens de zetel van de groote gestichten voor tropische geneeskunde: Londen, Hamburg, Marseille, Lissabon.

Het huidig programma van de School omvat twee zittijden, ieder van vier maand.

Iedere zittijd omvat twee afdeelingen: de lagere cursus voor de leerlingen die geen diploma in de geneeskunde hebben, de hogere cursus voor de geneesheeren.

Buiten deze leergangen doet de School aan de geneesheer en en helpers die twee termijnen hebben gedaan in Afrika, een maturiteits-examen ondergaan, loopende over de stof aangeleerd in de hogere afdeeling en over een persoonlijk werk; als zij in dit examen slagen, staan de hogere graden voor hen open.

Sedert vier jaar werden tot de hogere afdeeling toegelaten: 1927, 1928, 1929, 1930: eerste zittijd: 27, 23, 25, 34; tweede zittijd: 15, 21, 17, 16.

In de lagere afdeeling: eerste zittijd: 52, 44, 57, 55; tweede zittijd: 45, 38, 20, 22.

Wanneer men de hooge zending van de School en de rol van den geneeskundigen dienst in de Kolonie nagaat, wordt men getroffen door de wanverhouding tusschen het doel en de middelen.

De lokalen, het laboratoriumpersoneel, het materiëel, de proefdiereen, de kredieten: alles is ontoereikend.

Daarom, onder ander, kunnen de geneesheeren met verlof niet met vrucht de laboratoria van de School bezoeken om er hun studies voort te zetten of aan te vangen.

Men verzekert dat men te Antwerpen alles vinden zal.

Verschillende leden der Commissie maakten voorbehoud over den grond van de hervorming van de School voor tropische geneeskunde; zij voelen niets voor het toevertrouwen van deze inrichting aan een maatschappij zonder winstbejag; zij meenen, zooals de heer Renkin in de Kamer verklaarde, dat de last der gezondheidsdiensten der Kolonie een bevoegdheid is van de Souvereiniteit en dat de Regeering over deze diensten een beslissend gezag moet houden. De invloed van den Staat in den Raad van Beheer dezer maatschappij strekt niet verder dan die van de stad Antwerpen en zal geringer zijn dan die van elk onzer vier universiteiten.

Indien men zich bij benadering een denkbeeld wil vormen van de inrichtingen waar het koloniaal personeel van alle categorieën wordt gevormd, moet men bij de drie hooger vermelde gestichten de gansche reeks van universiteiten, seminaries, vak- en andere scholen voegen waarvan het programma een diploma, een afdeeling of een cursus voorziet die verband houdt met de koloniale studiën.

Een echte mozaïek.

Welk verschil met de grootsche gedachte van Leopold II, die wilde dat alle leerlingen bij het verlaten der bijzondere instellingen, een grondigen theoretischen en praktischen kolonialen volmakingscursus kregen in de wereldschool te Tervueren. Men zal zich herinneren dat het voorbarig overlijden van den Koning de verwezenlijking van deze vruchtbare opvatting

kwam verhinderen. Alleen de grondvesten van het monument, indrukwekkende puinen, blijven bestaan.

* * *

De Commissie keurt eenparig dit verslag goed.

Zij stelt met 11 tegen 4 stemmen

voor de Begrooting van het Moederland goed te keuren.

De Voorzitter,
V. VOLCKAERT.

De Verslaggever,
CYR. VAN OVERBERGH.